

éléments de l'économie canadienne, soit l'industrie, la finance, la main-d'œuvre et l'agriculture, non seulement lors des réunions officielles du conseil consultatif, mais dans le cadre de son activité quotidienne dont les consultations feraient essentiellement partie. En effet, ceux d'entre nous qui ont étudié l'histoire, ont appris qu'aucune loi adoptée par un pays démocratique ne peut s'appliquer avec succès, ni donner de bons résultats, par la seule coercition. Une loi ne peut être efficace et bonne que si elle a l'approbation, l'assentiment, du peuple. C'est pour cette raison que nous estimons nécessaire l'existence de ces rouages consultatifs. Ce n'est pas pour répondre à des questions censément irritantes, comme celle que le ministre a posée il y a un instant, mais pour fournir un apport authentique aux rouages de la planification et au fonctionnement démocratique de ces rouages. Je tiens à ajouter—on me l'a rappelé—qu'aucun article du projet de loi à l'étude ne prévoit l'institution d'un conseil consultatif comme celui que j'ai décrit, dont les représentants seraient nommés et désignés par les organismes en cause.

Monsieur l'Orateur, je soutiens que la seule façon de faire face à la menace grandissante de domination étrangère de l'économie du Canada, c'est d'opter pour le genre de planification que nous proposons. Seule une caisse de développement national, source de placements publics, donnera lieu à l'activité qui produira des capitaux canadiens d'immobilisation, tandis qu'autrement, il nous faudra, comme dans le passé, recourir aux portefeuillistes étrangers pour assurer notre expansion économique. Le Canada aura peut-être toujours besoin de capitaux étrangers et nous aurions tort de fermer la porte aux portefeuillistes de l'extérieur, mais je suis néanmoins convaincu que l'économie canadienne a atteint un stade suffisamment avancé et que les Canadiens comprennent assez bien la portée des questions économiques pour que nous puissions produire, au Canada, les capitaux requis pour diriger la production canadienne et que, par conséquent, nous n'avons pas besoin de l'investissement étranger autant que dans le passé, en quantité qui a tellement épuisé notre réserve de devises étrangères.

Lorsque nous préconisons le genre de planification que je préconise en ce moment, d'aucuns prétendent souvent que nous léserions le consommateur d'une possibilité de choix. Cette objection aussi me fait rire. Quelle possibilité de choix s'offre au consommateur dans notre société moderne, notamment dans celle de l'Amérique du Nord? La production n'est plus la résultante du choix du consommateur. On dépense des millions de dollars pour faire

naître la demande pour des choses dont les gens n'ont pas besoin, dont ils pourraient fort bien se passer. Ecoutez la radio lorsque vous roulez en voiture. A un moment donné, on fait de la réclame pour tel ou tel dentifrice. On annonce ensuite que tel ou tel autre dentifrice est meilleur que le précédent. Et on s'aperçoit que c'est la même compagnie qui commandite les deux annonces. Elle dépense ainsi de l'argent à se concurrencer elle-même.

**M. Douglas:** Il peut du reste s'agir du même dentifrice.

**M. Lewis:** Oui, il se peut fort bien qu'il s'agisse de la même pâte dentifrice, de deux noms qui représentent une seule et même chose. Ainsi, on dépense tout cet argent et on en fait acquitter la note par le consommateur, lorsqu'il opère son choix. Fariboles, monsieur l'Orateur! Ce n'est pas de la possibilité du choix pour le consommateur qu'il s'agit, mais de l'appât du gain manifesté par la société qui pense pouvoir faire plus d'argent avec le dentifrice B qu'avec le dentifrice A, même si elle fabrique les deux produits, dans la même usine, et en se servant des mêmes machines; j'ai été très souvent à même de le constater en raison de mon activité professionnelle.

Monsieur l'Orateur, ce sont tous là des slogans désuets qui rendent aveugle l'homme de notre société nord-américaine et qui empêchent la raison, la logique, le bon sens de faire fonctionner notre économie en faveur de la population canadienne et de tous les hommes de la terre qui souffrent de la faim et qui sont dans le besoin. Nous ne voulons pas entendre l'expression «dirigisme d'État». Nous ne voulons pas entendre le mot «planification». Nous rejetons à tout hasard, sans le moindre examen, des expressions comme «possibilité de choix offerte au consommateur», «intervention de l'État». Sans cesse, notre économie engendre le chômage. Sans cesse, notre économie tombe entre les mains de capitalistes étrangers. Sans cesse, nous perdons un nombre grandissant de nos valeurs. Sans cesse, la bourse s'empare de l'esprit canadien, du point de vue canadien. J'exhorte les honorables députés à renoncer à ces doctrines désuètes et à ces paroles évocatrices, afin de pouvoir envisager l'économie moderne avec l'esprit analytique qu'ils possèdent, j'en suis sûr, et de la façon scientifique qu'exige la société moderne. A moins que nous n'agissions ainsi, il sera difficile de relever le défi que posent les totalitaires de droite et de gauche et notre pays, comme bien d'autres, sera aux prises avec des problèmes encore plus graves que ceux que nous avons à résoudre aujourd'hui.

[M. Lewis.]